



CONTRE LA CASSE DU SERVICE PUBLIC

TOUS ET TOUTES EN GREVE ET EN MANIFESTATION LORS DE LA JOURNEE DE MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE DU 9 OCTOBRE 2018

Le plan Action Publique 2022 et les deux circulaires du premier ministre qui ont suivi sont de nouvelles attaques contre les services publics, les fonctionnaires et notamment ceux de la DIRECCTE.

Action Publique 2022 annonce ainsi la privatisation de certaines missions, la mise en place d'un système managérial copié sur le privé et la casse des statuts de la fonction publique avec la fin du recrutement par concours ou encore en vidant les CAP de la majeure partie de leurs prérogatives.

Dans ses circulaires, le premier ministre décrète que des « contrôles standardisés » pourront être externalisés, notamment au privé, que les moyens de fonctionnement des services déconcentrés seront mutualisés (autrement dit « réduits ») par le préfet et que le pilotage des contrats aidés pourrait être transféré à Pôle Emploi.

Dans les DIRECCTE des méthodes dignes d'un plan social d'une brutalité sans précédent

Dans l'immédiat, Bruno Le Maire a décidé de sacrifier les agents du ministère de l'économie travaillant dans les pôles 3E des DIRECCTE. Cela se traduit par la suppression immédiate de 300 postes à la DGE avec des méthodes dignes d'un plan social d'une brutalité sans précédent. Les agents du Pôle 3E ne seront plus que 120 à conserver leurs fonctions (sans que l'on sache si cela sera ou non dans les DIRECCTE. Nul ne sait où ces collègues seront « recasés », tant l'ensemble de la fonction publique est aujourd'hui victime d'une politique d'austérité qui vise à faire des économies (au moment où l'on baisse les impôts des plus riches) en cassant le modèle social et en mettant à mal des services publics jusque-là au service des citoyens.

Ainsi, au ministère du travail, c'est près de 20% des effectifs qui a été supprimé en dix ans. Derrière tous ces postes disparus, ce sont des missions qui sont mises à mal à l'emploi, au travail, à la formation professionnelle et des agents qui s'épuisent à tenter de maintenir un travail de qualité. Le plan social en cours sur les missions de développement économique préfigure d'autres annonces sur l'ensemble des autres missions du ministère. L'inspection du travail est aussi dans le viseur puisque le premier ministre s'est engagé à reprendre les préconisations du rapport Lecocq.

Le 27 septembre 2018, la secrétaire générale des ministères sociaux, recevant les syndicats, a confirmé la feuille de route. Ces orientations seront mises en œuvre au ministère du travail avec des annonces concrètes fin décembre. Aucune discussion ne sera possible sur les suppressions de poste (-2,5% par an dans les DIRECCTE soit 233 ETP en moins en 2019) ni sur la revue des missions. Le seul engagement pris est la parution prochaine d'une circulaire visant au reclassement des agents... c'est à-dire à organiser le plan social.

Dans le public, ou dans le privé, tous nos droits collectifs sont visés

Nous faisons face à une politique idéologique visant, sous couvert de libérer les énergies, à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs. Le système de santé est attaqué, le système de retraites s'apprête à être détruit (tout particulièrement celui des fonctionnaires car le premier effet de la mise en place d'un système de retraite universel serait d'en finir avec les six derniers mois et les 75% du traitement) et les prestations sociales sont gelées.

Pourtant, au moment où est annoncée l'explosion des dividendes en France et dans le monde, il est possible de mener une politique de partage des richesses par la redistribution pour augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux.

A l'heure où nos collègues du ministère de l'économie ne savent pas encore où ils travailleront l'année prochaine et quelles seront leurs fonctions, rappelons les droits qui sont les nôtres et défendons nos missions de service public ainsi que nos emplois et notre rémunération.

Fonctionnaires ou usagers, nous sommes tous visés.

Ces attaques ne doivent pas rester sans réponse.